



Jeudi 22 décembre 2016

DÉBATS ENTRE LES SYNDICATS : SURTOUT NE PAS SE TROMPER D'ADVERSAIRE C'EST BIEN FORD QUI NOUS MENACE !

Mais quelle mouche a bien pu piquer nos collègues syndicalistes de la CFTC et de FO ? En quelques jours à peine, eux qui ne sortent quasiment pas de tract tout le long de l'année ont brusquement trouvé de l'inspiration. Et quelle inspiration !

Deux tracts avec pour principale préoccupation de s'attaquer au scandale de l'année, à savoir la gestion du CE par les militants CGT et plus particulièrement l'étude de la mise en place des chèques vacances.

UN MINIMUM DE CORRECTION, C'EST POSSIBLE ?

On peut prendre le temps qu'il faut pour discuter des chèques vacances, que nous considérons comme un système avantageux, de nos préoccupations d'un CE accessible au plus grand nombre d'entre nous, des difficultés actuelles du fonctionnement du CE liées notamment à la baisse régulière des subventions.

On peut prendre aussi tout le temps qu'il faut pour décrire des difficultés liées au fait que les militant(e)s CGT sont laissés bien seuls dans tout le travail pour faire vivre les activités du Comité d'Entreprise, voir pour exemple l'organisation tout récemment de l'arbre de Noël avec la seule participation des cégétistes.

Les salariés, les élus des autres syndicats peuvent évidemment critiquer, reprocher, dénoncer ce que bon leur semble dans les choix ou la façon de travailler de la CGT. Pas de souci, discutons de tout, c'est important. Mais il faut savoir que dans le CE, la CGT est la plus présente au niveau des élus (4 sur 8) mais qu'elle n'est pas majoritaire, c'est mathématique. Donc à aucun moment la CGT ne peut imposer quoi que ce soit, ni les chèques vacances, ni rien d'autre.

On fonctionne à la majorité, au vote quand il y a des désaccords. Il y a bien 4 élus des autres syndicats, il y a bien officiellement des membres des autres syndicats dans les différentes commissions du CE. C'est marrant mais quand on lit les tracts accusateurs de FO ou CFTC on a la bizarre impression qu'ils n'y sont pas, qu'ils ne sont pas au courant de grand-chose, qu'ils ne participent pas aux réunions de travail comme celles sur la faisabilité des chèques vacances.

MAIS POURQUOI TANT DE MÉCHANCETÉ ?

Oui on le redit, ce système, qui semble énormément choquer ces 2 syndicats et même visiblement quelques salariés pas forcément bien informés de la situation, était en discussion, avec l'accord de tout le monde. Alors pourquoi crier au scandale ? Pourquoi raconter n'importe quoi sur une CGT qui soi-disant utiliserait le « 49.3 » pour imposer son idéologie ? Il est pourtant facile de s'y opposer en votant contre, tout simplement, nous empêchant ainsi d'être majoritaire.

En fait, les 2 tracts sont démagogiques, gratuitement agressifs. Ils instrumentalisent les collègues, les trompent car la réalité est incroyablement déformée. A tel point qu'on se demande quelles sont leurs motivations ? Pourquoi s'en prendre ainsi à nous maintenant ?

ET PENDANT CE TEMPS, FORD NOUS ATTAQUE

Les deux tracts récents qui s'attaquent aux chèques vacances et à la CGT posent un autre gros problème, à nos yeux évidemment. Certes ils expriment leurs inquiétudes concernant l'avenir de l'usine et des emplois. Comme nous ils sont pessimistes, conscients que Ford nous roule dans la farine, adoptant une stratégie dangereuse pour l'usine. Mais leurs réponses divergent à celles que nous proposerions.

C'est en effet deux vieilles idées qui semblent germer à nouveau dans la tête de ces syndicalistes, des idées qui sont en réalité des vrais marchés de dupes. Les dupes étant à chaque fois les salariés !

Dans le tract de la Cftc, il était question de se préparer à négocier un « accord donnant donnant » dans le genre Genk il y a quelques années, c'est-à-dire qu'il faudrait accepter de perdre quelques acquis (du salaire ? Des jours de RTT ? Des conditions de travail ?) pour avoir en échange de l'activité. C'est vrai Genk est une référence, cette usine a fini par fermer ! Aujourd'hui, Ford n'a pas encore relancé son chantage classique mais cela n'empêche visiblement pas nos camarades de faire des signes à la direction comme quoi nous accepterions des reculs.

Pour nous il n'en est pas question, nous avons déjà assez perdu, assez vu nos conditions de travail se dégrader, assez perdu d'emplois (un millier !). Nous avons clairement déjà assez donné, c'est à Ford de donner maintenant, de respecter ses engagements, d'apporter de l'activité, de recruter du personnel pour assurer un avenir pérenne pour le site, pour FAI comme pour GFT !

Dans le tract de FO, là encore nos camarades lancent des signaux, cette fois c'est de se préparer à négocier une prime de départ, du genre 120 000 euros comme à... Genk, décidément quel exemple. Là encore Ford ne parle ni de fin d'activité, ni de fin de site, mais ces syndicalistes trouvent quand même judicieux de mettre en avant la revendication d'une prime de départ qui rappelle le fameux « accord de garantie » de 2008, lequel avait été dénoncé (et annulé) par la CGT et la CFTC. Il est vrai qu'à l'époque FO défendait cet accord, par contre nous, nous menions la bataille pour la défense de tous les emplois. On a vu par la suite qui avait fait le bon choix.

COMME EN 2007-2008 ? L'HEURE DE LA MOBILISATION ?

La situation très inquiétante en cette fin 2016 ranime les mauvais souvenirs des années 2007-2008, au point que nombre de collègues redeviennent pessimistes. Oui il y a de quoi s'alarmer et il y a de quoi se réveiller.

Nous le disons depuis le retour de Ford en 2011, les dirigeants de la multinationale n'ont jamais choisi d'apporter suffisamment d'activité pour préserver tous les emplois. Le temps passant les choses se précisent au point que Ford avoue pour la première fois que son objectif est bien de réduire les effectifs. Il n'est plus du tout question d'une politique ambitieuse, de rechercher de l'activité.

La seule proposition serait une petite transmission avec peu de volume, comme un scénario de fin de site. Nous les syndicats, y compris celui des cadres (il serait temps qu'il prenne position !) devrions relancer la bataille pour notre avenir, pour la défense de nos emplois, refusant les marchandages de Ford, exigeant le respect des engagements, secouant à nouveau les pouvoirs publics anormalement absents !

ON VOIT CE QUE ÇA COÛTE DE LAISSER FAIRE, ALORS REPARTONS À L'OFFENSIVE.